Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Prozess

**Für eine unabhängige Presse sind die Beträge zur indirekten Förderung
anzupassen (Pa.lv. 22.423)**

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Buchwalder, Mathias
Magnin, Chloé

Bevorzugte Zitierweise

Buchwalder, Mathias; Magnin, Chloé 2025. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Für eine unabhängige Presse sind die Beträge zur indirekten Förderung anzupassen (Pa.Iv. 22.423), 2023 – 2025*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 19.04.2025.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Bildung, Kultur und Medien	1
Medien	1
Presse	1

Abkürzungsverzeichnis

KVF-NR	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Nationalrates
KVF-SR	Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen des Ständerates
FK-SR	Finanzkommission des Ständerates
EMEK	Eidgenössische Medienkommission
PG	Postgesetz

CTT-CN	Commission des transports et des télécommunications du Conseil national
CTT-CE	Commission des transports et des télécommunications du Conseil des Etats
CdF-CE	Commission des finances du Conseil des Etats
COFEM	Commission fédérale des médias
LPO	Loi sur la poste

Allgemeine Chronik

Bildung, Kultur und Medien

Medien

Presse

PARLAMENARISCHE INITIATIVE
DATUM: 15.02.2023
MATHIAS BUCHWALDER

La Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (**CTT-CN**) a **donné suite** à une **initiative parlementaire** déposée par Christine Bulliard-Marbach (centre, FR). La députée fribourgeoise souhaite modifier la loi sur la Poste (LPO) afin d'**augmenter les aides indirectes à la presse**. En détail, CHF 15 millions supplémentaires seraient alloués via les rabais pour la distribution postale des journaux et magazines, et CHF 10 millions supplémentaires reviendraient à la presse associative et des fondations. En outre, une contribution de CHF 30 millions par an serait créée afin de soutenir les titres de la presse locale et régionale par le biais d'une aide à la distribution matinale (seulement en semaine). L'élue centriste précise que les titres de la presse locale et régionale seront définis comme ceux dont le tirage moyen est compris entre 1'000 et 40'000 exemplaires par édition, qui auront été certifiés par un organe de contrôle « indépendant et reconnu », et « qui ne font partie d'aucun réseau de têtieres dont le tirage global moyen est supérieur à 100 000 exemplaires par édition ». Ce dernier point vise probablement à éviter les critiques entendues lors de la votation sur le paquet d'aide aux médias, selon lesquelles les grands groupes de presse comme Ringier ou Tamedia n'ont pas besoin d'un soutien étatique. À noter que les nouvelles aides devront être limitées dans le temps. Considérant que l'aide indirecte à la presse régionale était un élément incontesté malgré le refus du paquet d'aide aux médias, 15 membres de la commission se sont donc prononcés en faveur de l'initiative parlementaire, contre 9 qui s'y sont opposés.¹

PARLAMENARISCHE INITIATIVE
DATUM: 04.04.2023
MATHIAS BUCHWALDER

A l'image de son homologue du national, la Commission des transports et des télécommunications du Conseil des Etats (**CTT-CE**) a **donné suite à l'initiative parlementaire Bulliard** (centre, FR). Avec cet objet ainsi que les initiatives parlementaires 22.407 et 22.417, la commission préconise d'agir provisoirement pour soutenir le secteur médiatique. Une solution durable pourra ensuite être mise sur pied en prenant en compte les conclusions du rapport sur l'aide aux médias de demain. Ce dernier pourrait notamment s'appuyer sur la proposition de la COFEM, qui a émis l'idée d'une aide indépendante du support de diffusion, arguant que « le contenu importe, pas le canal ». Ce principe pourrait plaire non seulement aux parlementaires fédéraux, mais aussi au nouveau conseiller fédéral en charge des médias, Albert Rösti.²

PARLAMENARISCHE INITIATIVE
DATUM: 05.09.2023
MATHIAS BUCHWALDER

Les deux commissions compétentes (CTT-CE et CTT-CN) s'étant prononcées positivement sur l'**initiative parlementaire Bulliard** (centre, FR), l'élaboration du **projet d'acte** a commencé et la consultation devrait se tenir en 2023 encore.³

PARLAMENARISCHE INITIATIVE
DATUM: 20.11.2023
MATHIAS BUCHWALDER

La Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (**CTT-CN**) a élaboré une **révision de la loi sur la poste** (LPO) afin de mettre en œuvre l'initiative parlementaire Bulliard-Marbach (centre, FR), qui demande une **augmentation des aides indirectes à la presse**. L'**avant-projet** de la Commission, approuvé par 14 voix contre 10, est **soumis à consultation** jusqu'au mois de mars.

L'objet de la parlementaire fribourgeoise bénéficie du soutien des commissions compétentes des deux chambres. Ces dernières justifient la nécessité d'agir en raison de la détérioration de la situation économique des médias. En particulier, les petits éditeurs doivent disposer d'une marge de manœuvre financière suffisante pour relever le défi de la transformation numérique. Ainsi, l'avant-projet prévoit une augmentation de l'aide indirecte pour une durée de sept ans, après laquelle les aides reviendraient à leur niveau actuel. L'avant-projet reprend également les demandes de l'initiative parlementaire: les contributions annuelles à la distribution régulière des journaux et des périodiques en abonnement de la presse locale et régionale passeraient de CHF 30 à 45 millions, celles allouées à la presse associative et des fondations de CHF 20 à 30 millions. En outre, la distribution matinale en semaine des quotidiens et des hebdomadaires en abonnement de la presse régionale et locale serait soutenue à hauteur de CHF 30 millions (cette contribution n'existe pas actuellement). Les

montants supplémentaires proviendraient du budget général de la Confédération. En parallèle, la CTT-CE travaille sur des avant-projets pour les initiatives parlementaires Bauer et Chassot. Deux ans après le refus dans les urnes du paquet d'aide aux médias, les débats sur le soutien aux médias reprendront en 2024 dans les travées du Palais fédéral.⁴

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 02.07.2024
CHLOÉ MAGNIN

A la suite de la mise en consultation, la **CTT-CN a définitivement adopté** le projet global d'acte ainsi que le rapport sur la mise en œuvre de l'initiative parlementaire visant **l'augmentation des aides indirectes à la presse** par 17 voix contre 8. Elle a ainsi affirmé que ce soutien financier était nécessaire, mais resterait temporaire. En effet, la loi précise que l'aide indirecte deviendra caduque après 7 ans. Ce complément a été accepté par 14 voix contre 11 par la commission. Le projet est maintenant entre les mains du Conseil fédéral.⁵

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 04.09.2024
CHLOÉ MAGNIN

Le **Conseil fédéral** a pris position sur l'**initiative parlementaire** qui vise l'**augmentation des aides indirectes à la presse**, concernant principalement la **distribution matinale**. Le Conseil fédéral estime que la presse doit être soutenue afin de faire face aux difficultés financières qui l'ébranlent. Cependant, il soutient que l'augmentation de l'aide indirecte n'est pas la meilleure manière d'aider la presse régionale et locale et propose de ne pas entrer en matière sur le projet.

Pour le contexte, la distribution matinale de la presse par La Poste, qui appartient à la Confédération, coûte plus qu'elle ne rapporte à l'entreprise depuis 10 ans. C'est pourquoi la Confédération épaula la distribution matinale de la presse par La Poste avec les aides indirectes. Le Conseil fédéral a argué sa recommandation de non entrée en matière en avançant que ces subventions impactent négativement les dividendes versés par La Poste à la Confédération. De plus, il a évoqué un budget serré, qui ne permettrait pas de subventionner les CHF 45 millions supplémentaires demandés par le projet de la CTT-CN. Aussi, l'aide allouée à la distribution matinale augmenterait la charge de travail de La Poste, ce qui n'est pas souhaité.

Finalement, afin de soutenir financièrement la presse régionale et locale, le Conseil fédéral propose d'allouer une aide financière CHF 7.5 millions limitée dans le temps, directement adressée à la presse régionale et locale, au lieu d'augmenter l'aide indirecte à la presse. Cette aide financière permettrait de soutenir la transition numérique de la presse régionale et locale.⁶

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE
DATUM: 26.09.2024
CHLOÉ MAGNIN

Par deux fois, le **Conseil national** a débattu de l'**initiative parlementaire** visant à augmenter l'**aide indirecte** à la presse afin d'**aider la presse locale et régionale** dans un environnement médiatique difficile. Le projet de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-CN) souhaite augmenter de CHF 15 millions par année l'aide indirecte à la presse, en passant de CHF 30 à 45 millions par année. Aussi, la distribution matinale devra être soutenue par CHF 30 millions, selon la commission. Après avoir analysé la situation de la presse associative, elle a décidé de ne pas modifier le montant de CHF 20 millions par année qui lui est alloué. L'initiative limite cette action à 7 ans, estimant que durant cette période, les médias concernés pourront établir un nouveau modèle d'affaires. C'est pourquoi la commission souhaite supprimer l'aide indirecte à la presse une fois ce délai passé. Le Conseil fédéral s'est opposé à l'entrée en matière. Cependant, en cas d'entrée en matière, il propose une augmentation de CHF 7.5 millions, soit la moitié moins de ce que demande la commission, et avance le maintien du système d'aide indirecte à la presse après 7 ans. Plusieurs propositions de minorités ont été formulées. D'abord, la minorité Giezendanner a soutenu la position du Conseil fédéral et a souhaité augmenter l'aide indirecte de CHF 7.5 millions par année. Puis, la minorité Silberschmidt a proposé de diminuer l'aide à la distribution matinale à CHF 20 millions. La minorité I (Tuosto) souhaitait allouer CHF 30 millions par année à la presse associative, alors que la minorité II (Silberschmidt) visait une suppression de l'aide à la presse associative. Aussi, la minorité Rutz s'alignait sur le Conseil fédéral et demandait le maintien du système d'aide indirecte à la presse après 7 ans, en cas d'adoption de l'objet.

Durant les débats, Gregor Rutz (udc, ZH) a rappelé que les médias étaient des entreprises privées et a remis en question la nécessité de les subventionner par de l'argent public. Pour lui, l'innovation et la loi du marché devrait réguler le sort de la presse. Pour Jon Pult (ps, GR), la presse régionale est essentielle tout comme son sauvetage. Il a insisté sur le pouvoir de la presse et l'importance qu'il représente pour une démocratie. Michael Töngi (vert-e-s, LU) a lui souligné que l'indépendance de la

presse devait rester une priorité afin de garantir sa liberté. Marie-France Roth Pasquier (centre, FR) a mentionné les craintes de la presse régionale, qui se ressentent à la lecture de certains quotidiens, notamment lorsque les journaux sensibilisent leurs lecteurs à l'attrait des contenus régionaux.

Finalement, l'objet dans son ensemble a été **adopté** au **Conseil national** par 126 voix contre 61 et 2 abstentions. Cependant, deux modifications ont été apportées. Premièrement, la minorité Silberschmidt, qui supprime l'aide à la presse associative, a été acceptée par 94 voix contre 91 (4 abstentions) et, la minorité Rutz, garantissant l'aide indirecte à la presse après 7 ans, a été acceptée par 100 voix contre 89 (0 abstention). Le projet a été transmis à la Commission des finances du Conseil des Etats (CdF-CE).⁷

PARLAMETARISCHE INITIATIVE
DATUM: 18.10.2024
CHLOÉ MAGNIN

La Commission des finances du Conseil des Etats (**CdF-CE**) a **rejeté** le projet de la Commission des transports et des télécommunications du Conseil national (CTT-CN) qui demandait d'**augmenter l'aide indirecte à la presse**, malgré la reconnaissance de l'importance d'une presse libre et variée pour une démocratie. La commission évoque une base légale actuelle suffisante et la situation financière serrée de la Confédération pour justifier son rejet par 6 voix contre 4 et 2 abstentions. Elle a aussi rejeté une proposition correspondant à la première ébauche de la CTT-CN, demandant de limiter l'aide indirecte à la presse à 7 ans, par 6 voix contre 5 et 1 abstention.⁸

PARLAMETARISCHE INITIATIVE
DATUM: 22.11.2024
CHLOÉ MAGNIN

La CTT-CE a débattu de l'**initiative parlementaire** visant à modifier la réglementation de l'**aide indirecte à la presse** et a proposé d'**entrer en matière** par 8 voix contre 2 et 1 abstention. Une minorité a invoqué la situation financière délicate de la Confédération pour rejeter ce projet.

La **CTT-CE** a toutefois apporté **quelques modifications** à l'initiative parlementaire. D'après elle, la presse associative doit être soutenue par l'aide indirecte à la presse, contrairement à ce que le Conseil national a voté. Elle souhaite cependant réduire le montant actuellement alloué de moitié, le situant à CHF 10 millions par année. Elle propose aussi de modifier la proposition du Conseil national en diminuant la somme attribuée à la presse locale et régionale prévue par le projet de CHF 5 millions. Ainsi, la CTT-CE recommande de baisser la somme à CHF 40 millions annuels. Aussi, la majorité de la commission estime que la distribution matinale doit voir le budget prévu par le Conseil national réduit de CHF 5 millions par année, passant de CHF 30 à CHF 25 millions. Deux minorités ont souhaité maintenir les montants proposés par le Conseil national, évoquant la «situation précaire» de la presse, et une autre minorité a cherché à supprimer l'aide à la distribution matinale, avançant qu'elle profiterait aussi aux plus grandes maisons de médias. L'ensemble du projet a été approuvé par 9 voix contre 2. Il sera donc présenté en chambre lors de la session d'hiver.⁹

PARLAMETARISCHE INITIATIVE
DATUM: 05.12.2024
CHLOÉ MAGNIN

Le **Conseil des Etats** s'est entretenu sur l'initiative parlementaire visant à modifier la réglementation de l'**aide indirecte à la presse**. Il a accepté d'entrer en matière sur l'objet par 35 voix contre 8 et 1 abstention. Par la suite, il a décidé de suivre la CTT-CE et le Conseil national en acceptant de diminuer de CHF 5 millions par année l'aide à la presse locale et régionale. Ainsi, le projet ne prévoit plus CHF 45 millions, mais CHF 40 millions par année pour l'aide à la presse locale et régionale. De plus, la commission a proposé de faire les mêmes économies pour l'aide à la distribution matinale, ce que le Conseil des Etats a accepté. Le projet inscrit une aide à la distribution matinale de CHF 25 millions par année, alors que CHF 30 millions étaient proposés par le Conseil national.

La seule divergence de position de la chambre haute avec sa commission a concerné l'aide à la presse associative et des fondations. En effet, le Conseil des Etats a souhaité maintenir la somme actuelle qui s'élève à CHF 20 millions par année. Sa commission avait proposé CHF 10 millions, comme compromis avec le Conseil national qui s'est prononcé pour la suppression de cette forme d'aide indirecte à la presse. Plusieurs parlementaires ont dit avoir été surpris par la décision de la chambre du peuple : «Der Nationalrat hat hier ein Feld geöffnet, über das wir bis jetzt überhaupt nicht diskutiert haben», a alors dit Esther Friedli (udc, SG). Aussi, Baptiste Hurni (ps, NE) a souligné que la volonté du Conseil national «n'était pas très claire ni très attendue».

Finalement, l'objet a été **accepté** dans son ensemble par 37 voix contre 6 et 1 abstention. Les opposant.e.s ont surtout avancé que le budget de la Confédération était limité, questionnant le rôle attribué à l'Etat dans la transition numérique de la presse et rappelant le refus par le peuple du paquet d'aide aux médias. L'objet a été

envoyé au Conseil national pour une **procédure d'élimination des divergences**.¹⁰

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 14.01.2025
CHLOÉ MAGNIN

La **CTT-CN** a évoqué l'**aide indirecte à la presse** dans le cadre de la **procédure d'élimination des divergences**. Elle a ainsi soutenu la décision du Conseil des Etats, concernant les rabais pour la distribution des quotidiens et hebdomadaires de la presse locale et régionale, par 15 voix contre 10. Une augmentation de CHF 10 millions est prévue (originellement CHF 15 millions). Cette aide se limitera à 7 ans. Une minorité propose de suivre le Conseil fédéral et d'augmenter cette aide de CHF 7.5 millions.

La commission a toutefois campé sur sa position d'abolir l'aide à la distribution de la presse associative et de la presse des fondations, par 13 voix contre 12. Une minorité a proposé de suivre le Conseil des Etats et de maintenir le droit en vigueur. Ceci représente un soutien de CHF 20 millions par an.

Finalement, concernant les rabais pour la distribution matinale de la presse locale et régionale, la commission se joint au Conseil des Etats. Elle a proposé, par 14 voix contre 11, de limiter cette aide à CHF 25 millions par an (pendant 7 ans), au lieu des CHF 30 millions initialement proposés. Une minorité souhaite limiter cette aide à CHF 15 millions.

L'objet figure sur le programme de la session de printemps 2025 des deux chambres fédérales, afin de finaliser le projet.¹¹

1) Communiqué de presse CTT-CN du 15 février 2023; lv.pa. 22.423

2) Communiqué de presse CTT-CE du 4.4.23; Lib, 5.3.23

3) Communiqué de presse CTT-CN du 5.9.23

4) Communiqué de presse CTT-CN du 20.11.23

5) Communiqué de presse CTT-CN du 2.7.24

6) FF, 2024 2178; WW, 29.2.24; AZ, 2.3.24

7) BO CN, 2024, 1792 ss.; BO CN, 2024, p. 1948 ss.; AZ, CdT, LT, Lib, TA, 27.9.24

8) Communiqué de presse CdF-CE du 18.10.24

9) Communiqué de presse CTT-CE du 22.11.24

10) BO CE, 2024, p. 1062 ss.

11) Communiqué de presse CTT-CN du 14.1.25